

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 21 juin 2019
(Convocation du 6 juin 2019)

Aujourd'hui, le vingt-et-un juin deux mille dix-neuf à 14 heures 30, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni à la salle des conseils à la Maison des communes de Mont-de-Marsan sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient présents :

Mesdames Dominique DEGOS et Céline SALLES

Messieurs Jean ARRIUBERGE, Paul CARRERE, Thierry CARRERE, Yves LAHOUN, Bernard POUBLAN et Bernard SOUDAR

Etaient excusés :

Mesdames Laurence ANCIEN, Christiane AUTIGEON et Nathalie BARROUILLET

Messieurs Gabriel BELLOCQ, Gérard CASTET, Patrick CHASSERIAUD, Francis DUPOUEY, Jean GUILHAS, Xavier LAGRAVE, Charles PELANNE, Christophe TERRAIN et Bernard VERDIER

Secrétaire de séance :

Madame Céline SALLES

Suite à l'absence de quorum constatée lors de la séance du jeudi 6 juin 2019, le comité syndical a été réuni en urgence le 21 juin 2019, conformément aux conditions prévues dans le code général des collectivités territoriales et conformément à l'article 11.2 des statuts en vigueur de l'Institution Adour.

OBJET : Conventions / Conventions de délégation d'exercice d'une partie de la compétence GEMAPI avec la communauté de communes des Luys en Béarn (CCLB) et la communauté de communes Nord Est Béarn (CCNB)

Exposé des motifs :

Par délibération n°66-2017 il a été décidé de proposer aux EPCI-FP qui le souhaitent des conventions de délégation de compétence pour l'exercice de missions relevant de la partie « prévention des inondations » (items 1 et 5) de la compétence GEMAPI,

Le travail d'animation territoriale conduit par l'EPTB s'est poursuivi et conduit à proposer le conventionnement aux EPCI-FP ci-dessous, pour l'exercice par délégation à l'EPTB d'une partie de la compétence GEMAPI :

- Communauté de communes des Luys en Béarn,
- Communauté de communes Nord Est Béarn

Ces conventions de délégation ont pour objet la réalisation d'une étude hydraulique permettant une analyse des problématiques d'inondation, la recherche de solutions et le classement d'aménagements hydrauliques sur le bassin versant des Luys. En outre, ce travail sera l'occasion d'avancer sur la thématique du classement des bassins écrêteurs de crue à l'échelle du bassin de l'Adour.

Le travail d'animation territoriale doit être poursuivi dans les mois à venir et pourrait se traduire par de nouveaux conventionnements.

LE COMITE SYNDICAL



En l'absence d'observations,

Après avis favorable des Commissions,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- D'approuver les termes des conventions entre l'Institution Adour et les communautés de communes des Luys en Béarn d'une part et du Nord-Est Béarn d'autre part
- D'autoriser le Président à signer tous documents nécessaires à l'exécution de ces conventions de délégation

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré le 21 juin 2019 à Mont-de-Marsan,

INSTITUTION ADOUR
38 rue Victor Hugo
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

Le Président,

Paul CARRERE



INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Envoyé en préfecture le 02/07/2019

Reçu en préfecture le 02/07/2019

ID : 040-254002264-20190621-CS45_2019-DE



Luys en Béarn
communauté de communes

**Délégation d'une partie de la compétence GEMAPI au
titre des articles L. 1111-8 et R.1111-1 du code général
des collectivités territoriales**

**Entre :**

L'INSTITUTION ADOUR, domiciliée 38 rue Victor Hugo 40025 Mont-de-Marsan cedex et représentée par son président Paul CARRÈRE, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération du comité syndical n°CSXX/2019 en date du xxxxxxxx 2019,

ci-après dénommée : l'EPTB

Et :

La communauté de communes des Luys-en-Béarn, domiciliée 68 chemin de Pau - 64121 SERRES-CASTET, représentée par son Président, Jean-Pierre MIMIAGUE, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération du conseil communautaire n°... en date du XXXX 2019,

ci-après dénommée : la **Communauté de communes des Luys-en-Béarn**

VU la loi n°2010-15-63 du 16 décembre 2010 portant réforme des collectivités territoriales, et notamment son article 73,

VU la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et l'affirmation des métropoles,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 1111-8 et R. 1111-1 ;

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 211-7 et L. 213-12,

VU le décret n°2015-1038 du 20 août 2015 relatif aux établissements publics territoriaux de bassin et aux établissements publics d'aménagement et de gestion de l'eau,

VU l'arrêté interpréfectoral PR/DAECL/2016/n°790 en date du 29 décembre 2016 portant transformation de l'entente interdépartementale « Institution Adour » en syndicat mixte ouvert,

VU l'arrêté interpréfectoral PR/DC2PAT/2018/n°94 en date du 16 mai 2018 portant modification des statuts du syndicat mixte « Institution Adour »,

VU l'article 10.1 des statuts en vigueur de l'Institution Adour portant sur les modalités inhérentes à la délégation de compétence,

VU les statuts de la Communauté de communes des Luys-en-Béarn,

VU la délibération n°XX/XX19 en date du xxxxxxxx 2019 du comité syndical de l'Institution Adour relative à l'approbation des termes de la présente convention,

VU la délibération n°XXX-2019 en date du JJ/MM/2019 du conseil de la communauté de communes des Luys-en-Béarn relative à l'approbation des termes de la présente convention,



IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUE SUIIT

L'Institution Adour, syndicat mixte ouvert constitué entre les quatre Départements du bassin de l'Adour, conduit depuis plusieurs années, des démarches d'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique (item 1° de l'article L. 211-7 du code de l'environnement) et de protection contre les inondations (item 5° de l'article L. 211-7 du code de l'environnement) sur le périmètre du bassin versant de l'Adour :

- Restauration de champs d'expansion de crues,
- Restauration de l'espace de mobilité des cours d'eau,
- Réalisation d'aménagements hydrauliques,
- Création et gestion de systèmes d'endiguement.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la communauté de communes des Luys-en-Béarn est compétente en matière de gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI). Afin d'appréhender de manière globale les problématiques d'inondation, de mutualiser les compétences et de rechercher une économie d'échelle, la communauté de communes des Luys-en-Béarn souhaite déléguer une partie de la compétence GEMAPI à l'Institution Adour selon les modalités décrites dans la présente convention.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT

ARTICLE 1 : COMPETENCE DELEGUEE

La Communauté de communes des Luys-en-Béarn, en tant qu'EPCI-FP délégant, délègue à l'EPTB, collectivité délégataire, les actions suivantes relevant de la compétence GEMAPI (items 1° et 5°) :

Mission	Objet	Actions déléguées à l'EPTB
Aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique (1°)	Restauration de champs d'expansion de crues Création, gestion de bassins écrêteurs de crues	Réalisation d'une étude hydraulique permettant une analyse des problématiques d'inondation, la recherche de solutions et le classement d'aménagements hydrauliques.
Protection contre les inondations (5°)	Gestion des systèmes d'endiguements	Réalisation d'une étude hydraulique permettant une analyse des problématiques d'inondation, la recherche de solutions et le classement d'aménagements hydrauliques.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention prend effet à compter de sa signature jusqu'à l'achèvement de l'étude visée dans l'article 1 de la présente convention soit au plus tard jusqu'au 31 décembre 2020.

ARTICLE 3 : CONDITIONS DE RENOUVELLEMENT

La présente convention de délégation pourra être renouvelée après avis des assemblées délibérantes des parties, à l'initiative de l'une ou l'autre des deux parties et en fonction de l'atteinte des objectifs ou bien lors d'une évaluation globale au terme de la délégation.

ARTICLE 4 : OBJECTIFS A ATTEINDRE

L'EPTB devra nécessairement atteindre les objectifs suivants :

ACTIONS DELEGUEES A L'EPTB	OBJECTIF
Réalisation d'une étude hydraulique permettant une analyse des problématiques d'inondation, la recherche de solutions et le classement d'aménagements hydrauliques.	Achèvement de l'étude avant fin 2020

ARTICLE 5 : INDICATEURS D'ATTEINTE D'OBJECTIFS

La Communauté de communes des Luys-en-Béarn et l'EPTB s'entendent communément sur les indicateurs suivants :

ACTIONS DELEGUEES A L'EPTB	OBJECTIF	INDICATEURS
Réalisation d'une étude hydraulique permettant une analyse des problématiques d'inondation, la recherche de solutions et le classement d'aménagements hydrauliques.	Achèvement de l'étude avant fin 2020	Taux de réalisation

ARTICLE 6 : DISPOSITIF DE CONTROLE DE LA DELEGATION

L'EPTB devra tout mettre en œuvre pour permettre à la Communauté de communes des Luys-en-Béarn d'exercer les contrôles, notamment financiers et organisationnels, requis pour évaluer la réalisation correcte de la délégation de compétence mentionnée ci-dessus.

À cet égard, il devra tenir à la disposition des agents mandatés par la Communauté de communes des Luys-en-Béarn tous les documents comptables afférents à la délégation de compétence, ainsi que toutes les notes, tous les courriers, comptes-rendus, contrats et tous autres documents qui concernent l'exercice de cette compétence.

Elle devra permettre l'accès aux contrôles sur pièces et sur place.

Des réunions régulières entre la Communauté de communes des Luys-en-Béarn et l'EPTB, permettant de réaliser des points d'étape, auront lieu a minima selon la fréquence suivante et en supplément en tant que de besoin à l'initiative de l'une ou l'autre des deux parties :

NATURE DE REUNION	PARTICIPANTS	FREQUENCE
Technique opérationnelle	Personnels des deux structures	2 fois par trimestre
Technique stratégique	Directeurs en charge de ce dossier dans les deux structures Chargés de mission des deux structures	1 fois par an
Politique	Elus des deux structures	1 fois par an

ARTICLE 7 : CADRE FINANCIER DE LA DELEGATION

L'EPTB et la Communauté de communes des Luys-en-Béarn décident d'un commun accord que la somme correspondant à la participation attendue (indiquée en annexe 3) sera versée en fonction de l'avancement de l'étude et sur production de décomptes, et actualisée au regard des modifications éventuelles (coûts définitifs après consultation, actualisation des plans de financement) pour l'ensemble des opérations telles que détaillées en annexe 3. L'accord de la Communauté de communes devra être demandé avant l'engagement de crédits, de manière à s'assurer de la bonne inscription au budget des crédits nécessaires.

ARTICLE 8 : CADRE COMPTABLE DE LA DELEGATION

La comptabilité des opérations de la présente délégation de compétence fera l'objet d'une identification particulière dans le cadre d'un suivi analytique du budget de l'EPTB.

ARTICLE 9 : MOYENS DE FONCTIONNEMENT MIS A DISPOSITION

La Communauté de communes des Luys-en-Béarn mettra les moyens matériels suivants à disposition de l'EPTB pour l'exercice de cette compétence déléguée :

- Salles de réunion
- Documents et données nécessaires à la réalisation des études
- ...

ARTICLE 10 : RESILIATION ANTICIPEE

La présente convention peut être résiliée avant son terme par un commun accord des deux parties, qui donnera lieu à un avenant réglant les conditions de cette résiliation.

La Communauté de communes des Luys-en-Béarn, en tant qu'EPCI-FP délégant, peut mettre fin au contrat avant son terme normal pour des motifs d'intérêt général.

La décision de résiliation ne peut prendre effet qu'après un délai minimum de 6 mois à compter de la date de sa notification, adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au lieu du siège de l'EPTB, collectivité délégataire.

L'évaluation des éventuels préjudices financiers sera effectuée à l'amiable ou à dire d'expert.

ARTICLE 11 : CONCILIATION - RESOLUTION DES LITIGES

Les parties cosignataires de la présente convention conviennent que les litiges qui résulteraient de l'application de la présente convention feront l'objet d'une tentative de conciliations par une commission composée de trois experts : le premier est désigné par le délégant, le deuxième par le délégataire et le troisième par les deux premiers experts.

En cas d'échec de la tentative de conciliation, la juridiction compétente sera éventuellement saisie à l'initiative de la partie la plus diligente.

ARTICLE 12 : MODIFICATIONS

Les modifications à la présente convention feront l'objet d'un avenant.

Fait à Mont-de-Marsan, le

Fait à xxxxxxxxxx, le



Paul CARRERE
Président de l'Institution Adour

Jean-Pierre MIMIAGUE
Président de la communauté de communes des
Luys-en-Béarn

Liste des pièces jointes :

- Annexe 1 : délibération n° ... du conseil communautaire de la communauté de communes des Luys-en-Béarn en date du ...
- Annexe 2 : délibération n° ... du comité syndical de l'Institution Adour en date du xxxxxx 2019
- Annexe 3 : liste et plans de financements prévisionnels afférents des actions à conduire par l'Institution Adour dans le cadre de la délégation de compétence.





Liste et plans de financements prévisionnels afférents des actions à conduire par l'EPTB dans le cadre de la délégation de compétence

ACTIONS DELEGUEES A L'INSTITUTION ADOUR	COUT PREVISIONNEL	PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL	PARTICIPATION DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DES LUYS-EN-BEARN
Réalisation d'une étude hydraulique permettant une analyse des problématiques d'inondation, la recherche de solutions et le classement d'aménagements hydrauliques.	A déterminer	60% FEDER 40% EPCI-FP (liste et répartition à déterminer)	A déterminer
TOTAL	A déterminer	-	A déterminer





INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Envoyé en préfecture le 02/07/2019

Reçu en préfecture le 02/07/2019

ID : 040-254002264-20190621-CS45_2019-DE



Nord. Est. Béarn
communauté de communes

Délégation d'une partie de la compétence GEMAPI sur le bassin versant des Luys au titre des articles L. 1111-8 et R.1111-1 du code général des collectivités territoriales

CONVENTION

**Entre :**

L'INSTITUTION ADOUR, domiciliée 38 rue Victor Hugo 40025 Mont-de-Marsan cedex et représentée par son président Paul CARRÈRE, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération du comité syndical n°CSXX/2019 en date du xxxxxxxx 2019,

ci-après dénommée : l'**EPTB**

Et :

La communauté de communes Nord Est Béarn, domiciliée 1 rue Saint-Exupéry - 64160 MORLAAS, représentée par son Président, Arthur FINZI, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération du conseil communautaire n°... en date du XXXX 2019,

ci-après dénommée : la **Communauté de communes**

VU la loi n°2010-15-63 du 16 décembre 2010 portant réforme des collectivités territoriales, et notamment son article 73,

VU la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et l'affirmation des métropoles,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 1111-8 et R. 1111-1 ;

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 211-7 et L. 213-12,

VU le décret n°2015-1038 du 20 août 2015 relatif aux établissements publics territoriaux de bassin et aux établissements publics d'aménagement et de gestion de l'eau,

VU l'arrêté interpréfectoral PR/DAECL/2016/n°790 en date du 29 décembre 2016 portant transformation de l'entente interdépartementale « Institution Adour » en syndicat mixte ouvert,

VU l'arrêté interpréfectoral PR/DC2PAT/2018/n°94 en date du 16 mai 2018 portant modification des statuts du syndicat mixte « Institution Adour »,

VU l'article 10.1 des statuts en vigueur de l'Institution Adour portant sur les modalités inhérentes à la délégation de compétence,

VU les statuts de la Communauté de communes,

VU la délibération n°XX/XX19 en date du xxxxxxxx 2019 du comité syndical de l'Institution Adour relative à l'approbation des termes de la présente convention,

VU la délibération n°XXX-2019 en date du JJ/MM/2019 du conseil de la communauté de communes relative à l'approbation des termes de la présente convention,



IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUE SUI

L'Institution Adour, syndicat mixte ouvert constitué entre les quatre Départements du bassin de l'Adour, conduit depuis plusieurs années, des démarches d'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique (item 1° de l'article L. 211-7 du code de l'environnement) et de protection contre les inondations (item 5° de l'article L. 211-7 du code de l'environnement) sur le périmètre du bassin versant de l'Adour :

- Restauration de champs d'expansion de crues,
- Restauration de l'espace de mobilité des cours d'eau,
- Réalisation d'aménagements hydrauliques,
- Création et gestion de systèmes d'endiguement.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la communauté de communes est compétente en matière de gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI). Afin d'appréhender de manière globale les problématiques d'inondation, de mutualiser les compétences et de rechercher une économie d'échelle, la communauté de communes souhaite sur le bassin versant des Luys déléguer une partie de la compétence GEMAPI à l'Institution Adour selon les modalités décrites dans la présente convention.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUI**ARTICLE 1 : COMPETENCE DELEGUEE**

La Communauté de communes, en tant qu'EPCI-FP délégant, délègue à l'EPTB, collectivité délégataire, les actions suivantes relevant de la compétence GEMAPI (items 1° et 5°) sur le bassin versant des Luys :

Mission	Objet	Actions déléguées à l'EPTB
Aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique (1°)	Restauration de champs d'expansion de crues Création, gestion de bassins écrêteurs de crues	Réalisation d'une étude hydraulique permettant une analyse des problématiques d'inondation, la recherche de solutions et le classement d'aménagements hydrauliques sur le bassin versant des Luys.
Protection contre les inondations (5°)	Gestion des systèmes d'endiguements	Réalisation d'une étude hydraulique permettant une analyse des problématiques d'inondation, la recherche de solutions et le classement d'aménagements hydrauliques sur le bassin versant des Luys.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention prend effet à compter de sa signature jusqu'à l'achèvement de l'étude visée dans l'article 1 de la présente convention soit au plus tard jusqu'au 31 décembre 2021.

ARTICLE 3 : CONDITIONS DE RENOUVELLEMENT

La présente convention de délégation pourra être renouvelée après avis des assemblées délibérantes des parties, à l'initiative de l'une ou l'autre des deux parties et en fonction de l'atteinte des objectifs ou bien lors d'une évaluation globale au terme de la délégation.

ARTICLE 4 : OBJECTIFS A ATTEINDRE

L'EPTB devra nécessairement atteindre les objectifs suivants :

ACTIONS DELEGUEES A L'EPTB	OBJECTIF
Réalisation d'une étude hydraulique permettant une analyse des problématiques d'inondation, la recherche de solutions et le classement d'aménagements hydrauliques sur le bassin versant des Luys	Achèvement de l'étude avant fin 2020

ARTICLE 5 : INDICATEURS D'ATTEINTE D'OBJECTIFS

La Communauté de communes et l'EPTB s'entendent communément sur les indicateurs suivants :

ACTIONS DELEGUEES A L'EPTB	OBJECTIF	INDICATEURS
Réalisation d'une étude hydraulique permettant une analyse des problématiques d'inondation, la recherche de solutions et le classement d'aménagements hydrauliques sur le bassin versant des Luys.	Achèvement de l'étude avant fin 2020	Taux de réalisation

ARTICLE 6 : DISPOSITIF DE CONTROLE DE LA DELEGATION

L'EPTB devra tout mettre en œuvre pour permettre à la Communauté de communes d'exercer les contrôles, notamment financiers et organisationnels, requis pour évaluer la réalisation correcte de la délégation de compétence mentionnée ci-dessus.

À cet égard, il devra tenir à la disposition des agents mandatés par la Communauté de communes tous les documents comptables afférents à la délégation de compétence, ainsi que toutes les notes, tous les courriers, comptes-rendus, contrats et tous autres documents qui concernent l'exercice de cette compétence.

Elle devra permettre l'accès aux contrôles sur pièces et sur place.

Des réunions régulières entre la Communauté de communes et l'EPTB, permettant de réaliser des points d'étape, auront lieu a minima selon la fréquence suivante et en supplément en tant que de besoin à l'initiative de l'une ou l'autre des deux parties :

NATURE DE REUNION	PARTICIPANTS	FREQUENCE
Technique opérationnelle	Personnels des deux structures	2 fois par trimestre
Technique stratégique	Directeurs en charge de ce dossier dans les deux structures Chargés de mission des deux structures	1 fois par an
Politique	Elus des deux structures	1 fois par an

ARTICLE 7 : CADRE FINANCIER DE LA DELEGATION

L'EPTB et la Communauté de communes décident d'un commun accord que la somme correspondant à la participation attendue-sera versée en fonction de l'avancement de l'étude et sur production de décomptes, et actualisée au regard des modifications éventuelles (coûts définitifs après consultation, actualisation des plans de financement) pour l'ensemble des opérations telles que détaillées en annexe 3. L'accord de la Communauté de communes devra être demandé avant l'engagement de crédits, de manière à s'assurer de la bonne inscription au budget des crédits nécessaires.

ARTICLE 8 : CADRE COMPTABLE DE LA DELEGATION

La comptabilité des opérations de la présente délégation de compétence fera l'objet d'une identification particulière dans le cadre d'un suivi analytique du budget de l'EPTB.

ARTICLE 9 : MOYENS DE FONCTIONNEMENT MIS A DISPOSITION

La Communauté de communes mettra les moyens matériels suivants à disposition de l'EPTB pour l'exercice de cette compétence déléguée :

- Salles de réunion
- Documents et données nécessaires à la réalisation des études
- ...

ARTICLE 10 : RESILIATION ANTICIPEE

La présente convention peut être résiliée avant son terme par un commun accord des deux parties, qui donnera lieu à un avenant réglant les conditions de cette résiliation.

La Communauté de communes, en tant qu'EPCI-FP délégant, peut mettre fin au contrat avant son terme normal pour des motifs d'intérêt général.

La décision de résiliation ne peut prendre effet qu'après un délai minimum de 6 mois à compter de la date de sa notification, adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au lieu du siège de l'EPTB, collectivité délégataire.

L'évaluation des éventuels préjudices financiers sera effectuée à l'amiable ou à dire d'expert.

ARTICLE 11 : CONCILIATION - RESOLUTION DES LITIGES

Les parties cosignataires de la présente convention conviennent que les litiges qui résulteraient de l'application de la présente convention feront l'objet d'une tentative de conciliations par une commission composée de trois experts : le premier est désigné par le délégant, le deuxième par le délégataire et le troisième par les deux premiers experts.

En cas d'échec de la tentative de conciliation, la juridiction compétente sera éventuellement saisie à l'initiative de la partie la plus diligente.



ARTICLE 12 : AVENANTS - MODIFICATIONS

Les modifications à la présente convention feront l'objet d'un avenant.

Un avenant à cette convention de principe sera notamment pris lorsque le coût de l'étude (après consultation), le plan de financement, et les clés de répartition (entre EPCI) auront été définis (annexe 3 mise à jour).

Fait à Mont-de-Marsan, le

Fait à Morlaàs, le

Paul CARRERE
Président de l'Institution Adour

Arthur FINZI
Président de la communauté de communes Nord
Est Béarn

Liste des pièces jointes :

- Annexe 1 : délibération n° ... du conseil communautaire de la communauté de communes Nord Est Béarn en date du ...
- Annexe 2 : délibération n° ... du comité syndical de l'Institution Adour en date du xxxxxx 2019
- Annexe 3 : liste et plans de financements prévisionnels afférents des actions à conduire par l'Institution Adour dans le cadre de la délégation de compétence.





Liste et plans de financements prévisionnels afférents des actions à conduire par l'EPTB dans le cadre de la délégation de compétence

ACTIONS DELEGUEES A L'INSTITUTION ADOUR	COUT PREVISIONNEL	PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL	PARTICIPATION DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES NORD EST BEARN
Réalisation d'une étude hydraulique permettant une analyse des problématiques d'inondation, la recherche de solutions et le classement d'aménagements hydrauliques sur le bassin versant des Luys.	A déterminer	60% FEDER 40% EPCI-FP (liste et répartition à déterminer)	A déterminer
TOTAL	A déterminer	-	A déterminer

